

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)	MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX Appel D'offres Consultation GH10_2025_066 MARCHE A BONS DE COMMANDE DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS TECHNIQUES ET DES BATIMENTS DE L'HOPITAL MARITIME DE BERCK Commun à tous les lots
--	--

SOMMAIRE

ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	6
1.1 - MAITRE D'OUVRAGE	6
1.2 - COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS	6
1.3 - MAITRISE D'ŒUVRE	6
ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES	6
2.1 - OBJET DU MARCHE	6
2.2 - DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE	6
2.3 - FORME DU MARCHE	6
2.4 - LIEUX D'EXECUTION	7
2.5 - MARCHE(S) DE PRESTATIONS SIMILAIRES	8
2.6 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	8
ARTICLE 3- CADRE JURIDIQUE DU MARCHE DE TRAVAUX	9
3.1 - PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE DE TRAVAUX	9
3.2 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE DE TRAVAUX	9
ARTICLE 4- MODIFICATION DU MARCHE DE TRAVAUX	9
ARTICLE 5- CERTIFICATS	10
ARTICLE 6- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 7- ACCES AUX LOCAUX	11
ARTICLE 8- DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION	12
8.1 - CONTENU DES PRIX	12
	2

8.1.1	HORS BORDEREAU DE PRIX / REGLEMENT DES TRAVAUX	12
8.2	- REGLEMENT DES PRESTATIONS – ACOMPTE	13
8.3	- REVISION DES PRIX	14
8.4	- FACTURATION	16
8.5	- MODALITES DE PAIEMENT	17
8.6	- SOUS-TRAITANCE	17
8.6.1	DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE	17
8.6.2	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	18
8.7	- RELATION ENTRE LES PARTIES	18
8.8	PRESCRIPTIONS GENERALES	18
8.8.1	CONFORMITE AUX REGLES DE CONSTRUCTION	19
8.8.2	PRESCRIPTIONS INCENDIE	19
8.8.3	PRESCRIPTIONS ACOUSTIQUES, NUISANCES SONORES, VIBRATIONS	19
8.9	CONDITIONS D'EXECUTION	20
8.9.1	SECURITE ET HYGIENE	20
8.9.2	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX	20
8.9.3	PERMIS DE FEU	21
8.9.4	ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER	21
8.9.5	OBLIGATIONS DIVERSES DES ENTREPRENEURS DE CHAQUE CORPS D'ETAT	21
8.9.6	CAS PARTICULIER AMIANTE	22
ARTICLE 9 - PENALITES		22
ARTICLE 10 - RECEPTION DES TRAVAUX		24
ARTICLE 11 - GARANTIE ET ASSURANCE		25
11.1	- GARANTIE CONTRACTUELLE	25
11.2	- RESPONSABILITE CIVILE	25
11.3	- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE	25
11.4	- POLICE "INCENDIE, EXPLOSION" DE L'OUVRAGE EN CONSTRUCTION	25
11.5	- ASSURANCE DES APPROVISIONNEMENTS	25
11.6	- ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER	26
ARTICLE 12 – RESILIATION		26
ARTICLE 13 - LANGUE		26

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES **26**

ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX **28**

ARTICLE 16 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS TECHNIQUES **28**

16.1 OBLIGATION DU PRESTATAIRE	28
16.1.1 DOCUMENTS A FOURNIR	28
16.1.2 PERSONNELS MIS EN PLACE PAR LE PRESTATAIRE	28

ARTICLE 17 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES **29**

17.1 PRESCRIPTIONS ET REGLEMENTS A OBSERVER	29
17.2 PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES	30
17.3 CONNAISSANCE DES LIEUX	30
17.4 REGLES D’EXECUTION GENERALES	30
17.5 ELABORATION D’UN DEVIS/VISA D’INTERVENTION	31
17.6 REALISATION DE TRAVAUX	32
17.7 ENVIRONNEMENT ET ECOLOGIE	32
17.8 LIAISON ENTRE LES CORPS D’ETAT	32
17.9 CONTROLE TECHNIQUES ET VERIFICATIONS	33

ARTICLE 18 – PROTECTION DES OUVRAGES **33**

1. PROTECTION ET SAUVEGARDE DES ABORDS DU CHANTIER	34
2. TRAVAUX REALISES EN IMMEUBLE OCCUPE	34
3. GARANTIR LA SECURITE DES OCCUPANTS	34
4. CONSERVER LA CONTINUITE DE FONCTIONNEMENT	34
PROTECTION DES OUVRAGES DES AUTRES CORPS D’ETAT	35
5. PROTECTION PAR LES ENTREPRENEURS DE LEURS PROPRES OUVRAGES	35

ARTICLE 19 – NETTOYAGE **35**

ARTICLE 20 – TRAVAUX DE DEPOSE **36**

1. SORTIE, TRI ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX DE DEMOLITION ET GRAVOIS	36
--	-----------

ARTICLE 21 – REGLEMENTATION DE MISE EN ŒUVRE **36**

ARTICLE 1- IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

1.1 - Maitre d'ouvrage

GHU Paris Saclay
78 rue Général Leclerc
94270 LE Kremlin-Bicêtre
Courriel : servicemarches.gh10.bct@aphp.fr

1.2 - Comptable public assignataire des paiements

M le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP

1.3 - Maîtrise d'œuvre

ARTICLE 2- DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet des travaux d'entretien des installations techniques et des bâtiments pour l'hôpital maritime de Berck

2.2 - Durée du marché – délais d'exécution du marché

2.2.1 – Durée du marché

Le marché est passé pour une durée de 2 ans, renouvelable tacitement pour période de 2 ans, une fois, sans excéder la durée totale de 4 ans. La durée du marché court à compter de sa date de notification.

La non-reconduction de l'accord-cadre s'effectuera deux mois, avant la date anniversaire de la notification du marché.

2.2.2 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Le délai de préparation démarre à compter de la notification du bon de commande.

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Les délais d'exécution seront mentionnés sur les bons de commande de chacun des lots.

2.2.3 – Prolongation des délais d'exécutions

L'article 18.2 du CCAG Travaux s'applique en matière de prolongation de travaux.

2.3 - Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande. Les prestations seront réglées en application des prix unitaires mentionnés, pour chacun des lots, à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

Un coefficient multiplicateur de règlement de 1,25 maximum est prévu pour les matériaux ou fournitures non listé au Bordereau des Prix Unitaires de chacun des lots.

Le Titulaire de chacun des lots restent libre de nous proposer un coefficient inférieur à 1,25.

Le Titulaire de chacun des lots devra attacher à sa facture, celle communiquée par le fournisseur.

L'accord-cadre mono-attributaire à bon commande est soumis au CCAG-Travaux.

N° Lot	Intitulé du lot	Montant minimum annuel en € HT	Montant 24 mois maximum en € HT	Montant maximum en € HT sur 4 ans
Lot 1	Maçonnerie - Faux Plafonds	0 €	2 435 000	4 870 000
Lot 2	Peinture - Lessivage - Revêtements muraux - Sols souples- Signalétique- Peinture routière	0 €	860 000	1 720 000
Lot 3	Menuiserie bois - Agencement intérieur-Paillasse-meubles spéciaux - Menuiseries alu et pvc - Vitrerie sur châssis alu et pvc - Métallerie serrurerie et vitrage sur châssis métal - Stores et volets roulants - Film et voilage	0 €	1 580 000	3 160 000
Lot 4	Plomberie - Chauffage - Ventilation - Régulation	0 €	740 000	1 480 000
Lot 5	Electricité courants forts & faibles	0 €	670 000	1 340 000
Lot 6	Fluides médicaux	0 €	105 000	210 000
Lot 7	Couverture	0 €	905 000	1 810 000
Lot 8	Etanchéité	0 €	145 000	290 000
Lot 9	Désamiantage	0 €	15 000	30 000

Le présent accord-cadre comporte 9 lots

2.4 - Lieux d'exécution

Le site concerné par les travaux d'entretien des bâtiments et des installations techniques est le suivant :

- L'Hôpital Maritime de BERCK, Rue du Docteur Menard – 62608 – Berck Sur Mer

Le périmètre sera amené à évoluer dans sa superficie et dans ses installations sans que cela ne conduise à des incidences financières.

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, des bâtiments existants, ou de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Le titulaire s'engage sur un prix permettant de réaliser la globalité de son contrat en assurant les conditions optimales de la continuité du service hospitalier 24/24heures, de la sécurité et l'hygiène des patients et des agents hospitaliers à toutes les phases du chantier.

Le titulaire est réputé avoir pris en compte dans son offre les contraintes résultant de son intervention en site occupé.

2.5 - Marché(s) de prestations similaires

Les prestations objet de la présente consultation pourront donner lieu à un (ou plusieurs) nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Le cumul du montant total du marché initial, tous lots confondus, et des marchés de prestations similaires ne pourra pas dépasser ou atteindre le seuil de procédure de passation du marché initial.

2.6 – Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 3- CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ DE TRAVAUX

3.1 - Procédure de passation du marché de travaux

La procédure applicable est une procédure formalisée, soit un appel d'offres ouvert, passée en application des articles L. 2124-1 et L. 2124-2 ainsi que des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

Le présent marché ne comporte ni variantes, ni prestations supplémentaires ni tranche optionnelle.

3.2 - Pièces contractuelles du marché de travaux

Les pièces, qui régissent la réalisation des prestations, sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction dans le contenu des pièces, cet ordre prévaut.

Le Titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

1. L'acte d'engagement (AE), pour chacun des lots et ses annexes financières, le Bordereau de prix unitaire (BPU) pour chacun des lots ;
2. Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP, commun aux 9 lots ;
3. L'offre technique des candidats retenus pour chacun des lots.

Les pièces de portée générale comme tout nouveau texte législatif ou réglementaire sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de la consultation.

Le Titulaire est réputé connaître tous les textes encadrant la mission.

Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les stipulations des pièces particulières, le marché sera régi par :

- Le code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux).
- Le décret n°83-251 du 29 mars 1983 relatif à la composition du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules.
- Le Cahier des Charges des Documents Techniques Unifiés (DTU).

ARTICLE 4- MODIFICATION DU MARCHÉ DE TRAVAUX

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles missions ;
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement ;

- En cas de forte hausse des prix des matières premières nécessaires à la bonne exécution des prestations prescrites dans les pièces particulières du marché et pouvant conduire à des difficultés d'exécution de la part du titulaire ;
- En cas de changement de dénomination sociale du Titulaire.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par courrier recommandé.

ARTICLE 5- CERTIFICATS

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que le GHU PARIS SACLAY n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

ARTICLE 6- OBLIGATIONS CONFIDENTIALITE

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du GHU PARIS SACLAY, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques du GHU PARIS SACLAY conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information du GHU PARIS SACLAY, sans l'accord du GHU PARIS SACLAY, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par le GHU PARIS SACLAY qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par le GHU PARIS SACLAY à l'occasion de l'exécution du présent marché ;

- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par le GHU PARIS SACLAY ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de le GHU PARIS SACLAY est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par le GHU PARIS SACLAY sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de le GHU PARIS SACLAY ,qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis du GHU PARIS SACLAY de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai le GHU PARIS SACLAY de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

Le GHU PARIS SACLAY se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

Le GHU PARIS SACLAY se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le GHU PARIS SACLAY pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 7- ACCES AUX LOCAUX

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

ARTICLE 8- DISPOSITIONS FINANCIERES ET MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION

8.1 - Contenu des prix

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bon de commande.

Les prestations seront réglées en application des prix unitaires mentionnés, pour chacun des lots, à l'annexe 1 à l'acte d'engagement, le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

Les prix du marché sont établis en euros hors-taxes et sont réputés comprendre la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne réalisation du marché.

Les prix comprennent toutes les sujétions découlant de l'exécution des prestations et notamment les frais de mains d'œuvre, les matériels de manutention et de transport à pied d'œuvre, de montage et de démontage, l'enlèvement, le déplacement, la destruction de tous produits hors services déposés sur le site ainsi que les droits pouvant frapper les fournitures, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, ainsi que les frais généraux et le bénéfice du Titulaire.

Par ailleurs, les prix du marché sont établis hors TVA et prennent en compte des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Les frais d'établissement des plans de détail d'exécution, des bilans de puissance avec pose d'enregistreurs, des schémas des circuits d'alimentation, des notes de calcul ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux ;
- L'intervention en site occupé et les contraintes afférentes.
- La présence éventuelle de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations.

Les prix incluent également les frais de nettoyage du chantier :

- Le titulaire de chacun des lots doit laisser le chantier propres et libres de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Le titulaire de chacun des lots à la charge de l'évacuation de ses propres déchets jusqu'aux lieux de décharge adaptés.
- Le titulaire de chacun des lots à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

8.1.1 Hors bordereau de prix / règlement des travaux

- **Travaux métrables :** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des unitaires du bordereau de prix unitaire.

Les ouvrages dont les prix ne figurent pas dans le bordereau précité, seront réglés à prix débattu avec le Maître d'ouvrage.

- **Travaux non métrables (en régie)** Le règlement des travaux en régie et des fournitures sera effectué en prenant en considération dans les comptes :
 - **Main d'œuvre :** Les travaux non métrables qui, exceptionnellement, et à la demande expresse du maître d'œuvre seraient effectués sur dépense contrôlée, seront réglés suivant le prix horaire indiqué dans le bordereau de prix.

Les prix ainsi obtenus seront réputés hors T.V.A.

L'entrepreneur devra produire, en temps utile, au fur et à mesure de l'exécution des travaux, des attachements indiquant notamment les dates auxquelles les travaux ont été exécutés, le nombre d'heures passés par les ouvriers, les noms de ses ouvriers et la nature des travaux exécutés.

Ces attachements seront certifiés par le maître d'ouvrage pour la matérialité du travail exécuté et le temps passé.

Les travaux non métrables (travaux en régi) exécutés exceptionnellement en dehors des heures et jours normalement travaillés (le soir, le samedi, ou les jours fériés), à la demande expresse du maître d'œuvre, seront réglés selon le prix horaire indiqué à cet effet dans le bordereau de prix.

Pour les travaux minimes, il ne sera alloué aucune indemnité, ni majoration

- **Fournitures :**

Les fournitures seront facturées sur la base des débours réels justifiés, remises déduites, hors TVA, et affectés d'un coefficient multiplicateur de règlement de 1,25.

Les prix ainsi calculés seront réputés hors TVA.

Il appartient à l'entreprise de fournir toutes les justifications demandées concernant les montants effectivement déboursés, notamment le détail de toute remise éventuellement consentie. Ces justifications devront être accompagnées de la facturation globale correspondante, et non d'un simple extrait de facture mentionnant uniquement les fournitures concernées.

8.2 - Règlement des prestations

Les travaux seront rémunérés sur la base des prix figurant au bordereau des prix unitaires (B.P.U.) établi par le pouvoir adjudicateur, qui indique les différentes catégories et natures de travaux susceptibles d'être commandés au titulaire en application du marché.

Ces travaux sont commandés sur demande effectuée par le GHU PARIS SACLAY, par courriel. Le cas échéant, le Titulaire devra alors transmettre au Maître d'ouvrage un devis faisant référence audit B.P.U.

Toutefois, le B.P.U. ne prétend pas avoir un caractère exhaustif et le pouvoir adjudicateur pourra valablement demander l'exécution de travaux, non décrits spécifiquement au bordereau, après avoir réclamé au titulaire par courriel, le (ou les) devis correspondant(s) et avoir établi le bon de commande.

8.3 - Révision des prix

Les dispositions du décret n°79-992 du 23 Novembre 1979, de la circulaire de la même date (Ministère de l'Economie et des Finances, J.O du 25 Novembre 1979) et la circulaire de Octobre 1987 sont applicables au marché régi par le présent CCAP.

Les prix unitaires seront fermes la première année. Ils seront ensuite révisibles à la date anniversaire de la notification du lot, selon la formule et les index de révision mentionné dans le tableau ci-dessous.

Les abréviations mentionnées dans le tableau sont définies ci-dessous.

P : Prix révisé H.T.

P0 : Prix au mois d'établissement des prix « mois zéro », ce dernier correspondant au mois de la date de la notification de chacun des lots.

I : Dernière valeur connue de l'indice « I » à la date anniversaire de la notification du lot.

I0 : Valeur finale de l'indice « I », au mois d'établissement des prix « mois zéro »

M0 : date de la notification de chacun des lots.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'indice « I » pour la révision des prix du marché correspond aux index BT ou TP ou EV suivant, disponible sur les sites suivants : https://www.ffbatiment.fr/federation-francaise-du-batiment/le-batiment-et-vous/en-chiffres/indices-index/Chiffres_IndexBT.html ou <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986?idbank=001710986>

Numéro de lot	Intitulé du lot	Index (Selon la nature ou l'entretien réalisé)	Formule de révision
Lot 1	MAÇONNERIE - FAUX PLAFONDS	BT 03 (Maçonnerie) / BT 08 (Faux-plafonds)	$P = P0 * [0,15 + 0,85 (I / I0)]$
Lot 2	PEINTURE - LESSIVAGE - REVETEMENTS MURAUX - SOLS SOUPLE- SIGNALÉTIQUE-PEINTURE ROUTIERE	BT 46	$P = P0 * [0,15 + 0,85 (I / I0)]$

Lot 3	MENUISERIE BOIS - AGENCEMENT INTERIEUR- PAILLASSES-MEUBLES SPECIAUX-MENUISERIES ALU ET PVC-VITRERIE SUR CHASSIS ALU ET PVC- METALLERIE SERRURERIE ET VITRAGE SUR CHASSIS METAL-STORES ET VOILETS ROULANTS-FILM ET VOILAGE	BT 18 a	$P = P_0 * [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$
Lot 4	PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION – REGULATION	BT 38 (Plomberie) correspondant à une part de 0,40 BT 45 (CVC) correspondant à une part de 0,45	$= P_0 * [0,15 + 0,40 (I / I_0) + 0,45 (I / I_0)]$
Lot 5	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES	BT 47	$P = P_0 * [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$
Lot 6	FLUIDES MEDICAUX	BT 38	$P = P_0 * [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$
Lot 7	COUVERTURE	BT 32	$P = P_0 * [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$
Lot 8	ETANCHEITE	BT 53	$P = P_0 * [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$
Lot 9	DESAMIANPAGE	BT 01	$P = P_0 * [0,15 + 0,85 (I / I_0)]$

La date d'établissement des prix est fixée au mois de **décembre 2025**

Les prix du marché seront mis à jour une fois par période à la date anniversaire du marché.

La première période les prix seront fermes.

La deuxième période, les bons de commandes seront révisables à l'aide d'un coefficient unique qui sera applicable à l'ensemble des bons de commandes émis au cours de cette deuxième période.

Ces trois coefficients seront calculés à partir de l'index BT, selon le corps d'état concerné en prenant :

Le coefficient 1 :

- L'index du mois d'établissement des prix
- L'index du mois de décembre 2028
- Le rapport de ces deux index donnera le coefficient de mise à jour à prendre en compte arrondi au millième supérieur.

Le coefficient 2 :

- L'index du mois d'établissement des prix
- L'index du mois de décembre 2030
- Le rapport de ces deux index donnera le coefficient de mise à jour à prendre en compte arrondi au millième supérieur.

8.4 - Facturation

Conformément à l'article L. 2192- 1 du Code de la commande publique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous forme électronique.

Les factures électroniques seront transmises par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

- ✓ Avec le n° de SIRET suivant : 267 500 452 01928
- ✓ Et le code service suivant : 009
- ✓ BERCK

Les factures doivent comporter obligatoirement :

- ✓ le numéro du bon de commande
- ✓ l'état d'avancement de la prestation
- ✓ La mention « Facture » ;
- ✓ Le numéro d'ordre de la facture ;
- ✓ Nom et adresse du créancier ;
- ✓ Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- ✓ Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- ✓ Le Code APE ;
- ✓ La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;

- ✓ Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- ✓ Le taux et le montant des taxes ;
- ✓ Le montant total des fournitures livrées TTC ;
- ✓ Le n° du bon de commande ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- ✓ Le n° de Siret de l'APHP : 267 500 452 001928 ;
- ✓ Le code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande)
- ✓ Le numéro de marché ;
- ✓ Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.
- ✓ Si elle est établie dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, la société titulaire devra impérativement faire figurer, sur chaque facture, le numéro individuel d'identification pour les opérations intracommunautaires du GHU Paris Saclay : FR95267500452.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

8.5 - Modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du CCAG-Travaux.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le Pouvoir Adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

8.6 - Sous-traitance

8.6.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'administration et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant conformément à l'article L21932 du code de la Commande Publique.

En vue de s'assurer de cette acceptation et de cet agrément, et de permettre la mise en place du paiement direct, le titulaire qui souhaiterait en cours d'exécution du marché avoir recours à un sous-traitant en cas d'impérieuse nécessité, remet à l'administration une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations envisagées pour le sous-traitant
- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé
- le compte bancaire, ou trésor public à créditer

L'acceptation du sous-traitant par l'administration et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial de sous-traitance. Seule une sous-traitance de niveau un sera acceptée.

8.6.2 Modalités de paiement direct

Les paiements à faire au sous-traitant sont effectués sur la base des pièces justificatives revêtues à l'acceptation du titulaire du marché et transmises par celui-ci.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la Commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

8.7 – Relation entre les parties

Les devis sont transmis dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la demande écrite, par mail, par la personne habilitée.

Chaque entreprise nommera un interlocuteur privilégié dont le rôle sera le dialogue technique, financier, et de planification avec la Maîtrise d'Ouvrage. Celui-ci sera le seul habilité à signer le courrier courant de son entreprise. Parallèlement à cela, dès la notification du marché, l'entreprise devra nommer pour chaque site un représentant chargé de la conduite des travaux qui aura les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires. Il assistera également sur chaque site aux réunions de chantiers s'il est convoqué.

Ce représentant devra être en mesure de :

- ☐ répondre aux questions du représentant service technique
- ☐ faire un devis,
- ☐ faire un métré
- ☐ répondre à une question d'un agent exécutant de l'entreprise,
- ☐ mettre en place un chantier,
- ☐ prendre une décision engageant l'entreprise

Le chargé d'affaire de l'entreprise devra être présent à la réunion hebdomadaire de chaque site, notamment quand celui-ci est convoqué.

8.8 Prescriptions générales

8.8.1 Conformité aux règles de construction

La qualité des matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages doivent répondre aux caractéristiques et conditions contenues dans les textes réglementaires intéressant la construction, rappelés dans le présent document et dans les différents cadres de bordereaux à prix unitaires.

8.8.2 Prescriptions incendie

La réglementation applicable à l'opération, les principes généraux de sécurité, les dispositions de construction et d'isolement ainsi que les conditions d'aménagements intérieurs sont à respecter en fonction du classement de l'établissement hospitalier type ERP 1ère et 2è catégorie.

Il appartiendra à l'Entrepreneur de justifier du comportement et de la qualité au feu des matériaux qu'il utilisera, également dans le cas où ceux-ci divergeraient des choix proposés dans le bon de commande ou le bordereau de prix unitaire.

Ces qualités seront au moins équivalentes à celles énoncées et justifiées par Procès-Verbal (P.V) d'essais de « réaction au feu des matériaux en vue de leurs classements »

8.8.3 Prescriptions acoustiques, nuisances sonores, vibrations

Les objectifs d'isolement acoustique, de niveau résiduel et de correction acoustique applicables à l'opération, les principes généraux, les traitements spécifiques, les dispositions de construction ainsi que les conditions d'aménagements sont exposés dans Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé.

Celui-ci fait référence à l'arrêté du 30 mai 1996 relatif à l'isolement de façade des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit.

Les Entreprises ne pourront se prévaloir de méconnaissance des notions de base relatives aux obligations acoustiques de leur marché.

Les travaux sont à réaliser dans l'enceinte d'un établissement en activité.

Chaque Entrepreneur devra mettre en œuvre pour l'exécution de ses prestations les moyens techniques limitant les nuisances sonores, poussières, vibrations, etc.

Une priorité absolue sera donnée à l'activité hospitalière. Les directions du site se réservent la possibilité de faire interrompre immédiatement tous travaux non compatibles avec la poursuite de l'activité dans des conditions acceptables.

Pour les travaux de démolition, il sera fait emploi de procédé mécanique. L'emploi des engins bruyants de type marteau piqueur sera limité au maximum et utilisé dans des créneaux horaires en accord avec le Maître d'ouvrage. Ce délai part à compter du jour de la demande par courriel du pouvoir adjudicateur.

Il sera fait usage de mini grignoteuse à béton et de scies diamantées.

Une attention toute particulière sera apportée par le Maître d'ouvrage sur le matériel proposé.

Les entreprises devront en outre prendre toutes les mesures de nature à éviter le développement de nuisance dans l'environnement immédiat. (L'hôpital et riverains).

=> Matériels insonorisés et horaire d'utilisation adaptés ;

=> Consignes pour éviter l'emploi de sirènes ou klaxons.

8.9 Conditions d'exécution

Tous les ouvrages seront exécutés conformément aux prescriptions des DTU, normes et règlements en vigueur à la date de signature du bon de commande.

L'Entreprise devra apporter à la réalisation des travaux, la plus grande diligence et suivre pour leur échelonnement et leur exécution le planning prescrit.

Elle est tenue :

□ d'une part, de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant ;

□ d'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements, outillages, engins et moyens de toute sorte suffisants de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

8.9.1 Sécurité et hygiène

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par les entrepreneurs, conformément à la législation en vigueur, et notamment le décret 93-158 du 20. 02.1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (EE).

Un plan de prévention écrit sera établi par l'EE dans un délai de 1 mois à dater de la prise d'effet du présent marché. Il sera précédé :

- d'une inspection commune avec le maître d'ouvrage, qui lui fournira les informations et documents de sa compétence
- d'une réunion de coordination générale avec les autres corps d'état, sous la direction des Services Techniques de l'Etablissement (organisation des chantiers et prévention des risques d'interférence

Ce plan couvrira la période de validité du présent marché

Il pourra être modifié sur l'initiative du Maître d'ouvrage pour coordonner les mesures pouvant être prises, si nécessaires, lors du déroulement des travaux du marché.

Pour les travaux particuliers, une annexe au Plan de Prévention sera établie à la demande de l'une des deux parties.

8.9.2 Conditions générales d'exécution des travaux

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en oeuvre notamment d'appareils thermiques ;
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc...) ;
- odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc...) ;
- poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc...) ;
- débris divers et gravois provenant de l'exécution même de travaux et stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers ;
- état défectueux des voies et accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations ;
- sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc...

8.9.3 Permis de feu

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un permis feu fourni par le maître d'ouvrage.

8.9.4 Organisation matérielle et collective du chantier

Selon l'hypothèse où plusieurs corps d'état seraient amenés à travailler sur le même chantier, le maître d'ouvrage désignera l'entrepreneur chargé de l'organisation collective du chantier.

Cet entrepreneur aura alors à sa charge :

- l'amenée de l'eau pour les travaux, l'eau pour les installations sanitaires, l'amenée de l'énergie électrique aux lieux d'emploi pour l'exécution des travaux. Les consommations restent à la charge de l'administration ;
- de se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
- d'assurer la clôture, l'éclairage, le nettoyage, l'entretien et le gardiennage du chantier.

8.9.5 Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, l'entrepreneur doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait.

L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite du Maître d'ouvrage, exercer ses droits à des fins autres que celles de l'exécution des travaux en vue desquels l'autorisation a été accordée.

L'entrepreneur est tenu d'assurer, à ses frais, les transports et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transports, matériels, engins et outils de toutes espèces, nécessaires à l'exécution des travaux.

L'entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

Au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit, à ses frais, garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements ou remise en état incombent aux entrepreneurs des corps d'état correspondants, sans que ces frais puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage.

Dans la mesure où il intervient sur la voie publique pour l'exécution de son lot, l'entreprise prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer l'accès des utilisateurs aux locaux et sécuriser les zones d'accès au chantier et d'intervention.

8.9.6 Cas particulier amiante

La notion d'intervention sur matériaux et équipements contenant de l'amiante a été intégré pour les lots 1,3,4,5 et 7.

L'objectif de l'introduction de la sous-section 4 permet de conduite des interventions sur des matériaux et équipements susceptibles de libérer des fibres d'amiante, conformément à la réglementation en vigueur, tout en protégeant la santé et la sécurité des personnes.

Pour cela il sera demandé **obligatoirement** aux sociétés qui propose une offre, un certificat de formations des personnes susceptible d'intervenir sur des matériaux et/ou des équipements amiantés ainsi que les protocoles d'intervention sous peine de non-conformité.

ARTICLE 9 - PENALITES

Toutes les pénalités sont dues et ce quels que soient leurs montants. Les pénalités sont cumulables, leur montant est plafonné à 10% du montant total du bon de commande par lot.

Lors de la constatation, le point de départ des pénalités, débute à compter de la réalisation du retard, de l'évènement ou du manquement, sous réserve que l'ensemble des pièces nécessaires à l'accomplissement de la prestation aient été communiqués.

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des éventuelles installations de chantier et la remise en état complet des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

L'information du Titulaire prendra la forme d'un courriel ou d'un courrier en AR ou d'un fax. Les jours pris en compte sont les jours calendaires. Les heures prises en comptes sont des heures ouvrées.

Le maître d'ouvrage apprécie l'opportunité de l'application des pénalités.

Point particulier pour les délais : Qu'il s'agisse de retard par rapport aux délais partiels fixés au calendrier d'exécution ou au retard pour dépassement de délai global, le calcul du montant des pénalités est le suivant :

- 1/2000ème du montant HT du marché par jour calendaire de retard pour tous les lots au-dessus d'un 1 millions
- 1/1000ème pour les lots en dessous de 1 Million d'euros

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Rupture de la continuité de service de l'HOPITAL	1000€ par jour calendaire à compter de la constatation
Non-respect du dispositif de lutte contre le travail dissimulé	10% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
Retard dans l'installation de chantier	300 euros par jour calendaire
Non application d'une consigne donnée et actée par le MOE ou le CSPS	500 € HT / jour calendaire
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité du chantier ou à l'égard des tiers et des services environnants (incidences sur les flux hospitaliers, défaut d'homme trafic, encombrement ou immobilisation des voies etc.), à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier	1 000 € par manquement et par jour calendaire
Non-application des prescriptions du maître d'ouvrage quant à la limitation des nuisances liées aux bruits et aux vibrations à l'égard des services environnants	700 € par constatation
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc...)	300 € par document et par jour calendaire de retard.
Dépôt et/ou stockage de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	800 € par manquement et par jour calendaire de dépôt et/ou stockage constaté
Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus	200 € par jour calendaire
Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.)	500 € par jour calendaire
Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction	150 € par jour calendaire
Retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction	75 € par jour calendaire

Retard dans le nettoyage du chantier	200 € euros par jour calendaire
Retard dans l'évacuation des gravoirs hors chantier	100 € par jour calendaire
Absence aux RDV de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la MOE et ou MOA ou le CSPS	200 € pour la première absence 300€ applicable après deux absences
Défaut de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier	200 par constatation et par jour calendaire
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux	500 € par document et par jour calendaire de retard
Non-retour des ordres de service dans un délai de dix jours calendaires	200€ par jour de retard
Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement.	1 500 €- par sous-traitant non déclaré
Non-respect des consignes de sécurité, du plan de prévention, des règles d'hygiène, des procédures ou du règlement intérieur	300 € par manquement
Tout retard dans la livraison de l'opération donne lieu, après constat par la Maîtrise d'œuvre	200 € par jour calendaire
Retard dans la levée des réserves	200€ HT par jour calendaire
En cas de retard dans la présentation des échantillon, sur simple constatation par le Maître d'œuvre.	200 € par jour calendaire et par entreprise
Non-respect de la réglementation sur la RGPD et l'obligation de confidentialité	200 € par constatation
Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier et aux obligations fixées à l'article 7.5.3	300 € par jour calendaire de non-respect constaté
Non-Respect de la charte Chantier Vert	500 € par constatation
Dépôt de déchets dans une benne non appropriée	200 € par jour calendaire de dépôt constaté
Dépôts sauvage ou enfouissement de déchets	200 € par jour calendaire de dépôt constaté
Retard dans la remise de devis pour des interventions urgentes et non urgentes	300€/jour de retard à compter de l'expiration des délais contractuels

ARTICLE 10 - RECEPTION DES TRAVAUX

Les dispositions du Chapitre VI du CCAG-Travaux s'appliquent.

En ce qui concerne le lot « Fluides médicaux », la Commission des Fluides Médicaux de l'Hôpital réalise des essais d'identification des fluides à chaque prise puis signe un P.V. de réception, pour chaque intervention de l'entreprise. L'entreprise est tenue d'assister à ces opérations de réception, de fournir le matériel et les consommables nécessaires et de dresser un procès-verbal qui sera signé par chaque membre de la Commission des Fluides Médicaux.

ARTICLE 11 - GARANTIE ET ASSURANCE

11.1 - Garantie contractuelle

La garantie s'applique conformément à l'article 44 du CCAG-Travaux.

11.2 - Responsabilité civile

Chaque entrepreneur et intervenant dans l'opération, doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution.

La ou les polices devront couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux, du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1382 à 1384 du code civil.

Cette ou ces polices d'assurances de Responsabilité Civile devront comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le maître de l'ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

11.3 - Assurance de Responsabilité Décennale

Tous responsables au titre des articles 1792 et 1792-1 du code civil doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une police d'assurance obligatoires de Responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application (notamment les risques découlant pour le traitant principal de la défaillance éventuelle d'un sous-traitant).

Si l'entrepreneur n'est pas titulaire d'une qualification délivrée par un organisme de qualification, l'attestation fournie pour la police Responsabilité décennale devra préciser la nature des activités garanties.

Les entreprises ne relevant pas d'un syndicat affilié à la Fédération Nationale du Bâtiment devront fournir des attestations d'assurances obligatoires de responsabilité correspondant à leur profession et garantissant leurs responsabilités qui pourraient découler des articles 1792 et suivants du code civil.

11.4 - Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction

Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements des entrepreneurs sur le chantier pendant la durée des travaux et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers.

11.5 - Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc...).

L'entrepreneur devra fournir au maître de l'ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

11.6 - Assurance Tous risques chantier

L'entrepreneur, à qui incombent les installations de ces locaux les assure à ses frais et souscrit une police d'assurance couvrant les bureaux de chantier.

Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- d'incendie, dégâts des eaux, vols, etc...

- risques d'arrêt de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques présentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour les entrepreneurs, maître d'œuvre et maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre appréciera si la couverture du risque est suffisante.

ARTICLE 12 - RESILIATION

Les dispositions du Chapitre VII du CCAG Travaux s'appliquent.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222- 5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail conformément à ce même article, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire

En complément des articles 52.7.2 et 52.7.3 du CCAG travaux, lorsque le mandataire solidaire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire solidaire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation de la totalité du marché, pour faute,
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d'un mandataire non solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

ARTICLE 13 - LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES

Si un différend survient à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le Tribunal Administratif compétent sera celui de Melun dont l'adresse est la suivante :

Tribunal administratif de Melun

43 Rue du Général de Gaulle

77000 Melun

ARTICLE 15 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge :

Par son article	A l'article du CCAG-TVX	OBJET
3.2	4	Pièces contractuelles
9	19	Pénalité
8.3	9.4.4	Révision des prix

ARTICLE 16 - DESCRIPTION DES PRESTATIONS TECHNIQUES

Le présent cahier des charges a pour objet la réalisation des **travaux** d'entretien locatif, de grosses réparations et d'aménagement dans les bâtiments du GH SUD.

Celui-ci pour objet de fixer le cadre de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix figurant sur les bordereaux de prix chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Les différents types d'opérations qui peuvent être confiés dans le cadre du marché sont définis ci-dessous :

1. Intervention curative urgente (intervention à réaliser dans la semaine aux heures de travail avec fourniture du devis dans les 24h qui suivent la demande).
2. Intervention d'entretien ou de mise en conformité (avec remplacement de matériel et établissement d'un devis, avant le bon de commande).

Chantiers de plusieurs jours à plusieurs semaines comprenant plusieurs corps d'état, avec le chargé de prévention et les services techniques

16.1 Obligation du prestataire

16.1.1 Documents à fournir

Avant tout début de travaux fixé par un bon de commande et suivant la nature de l'intervention, le titulaire du lot devra fournir sans coût supplémentaire ou demande d'indemnisation:

Etudes, notes de calcul justificatives et plans d'exécution détaillés ;

Devis détaillés incluant les fiches produits ;

Echantillons du matériel si demandé;

Références et adresses des fournisseurs ;

P.V. d'agrément des matériaux.

16.1.2 Personnels mis en place par le prestataire

Pour l'exécution des travaux le titulaire affecte les moyens en personnels nécessaires, dont il présente un organigramme, mis à jour lorsque nécessaire.

Le titulaire s'engage à intervenir avec du personnel de compétences parfaitement adaptées aux objets des travaux. L'IRBA se réserve le droit de vérifier la compétence, la qualification et autres renseignements utiles du personnel mis en place par le titulaire, le non-respect des qualifications et habilitations professionnelles nécessaires à l'exécution des prestations entraîne, après mise en demeure, des pénalités jusqu'à la mise en place des personnels avec les qualifications adéquats.

Le titulaire est responsable de son personnel et des agents des sous-traitants, en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenus par le fait de son personnel et de ses sous-traitants et des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux dont il a charge.

Le titulaire est responsable de son personnel qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables aux sociétés intervenant dans les bâtiments (code du travail, procédure de prévention des risques infectieux en cas de travaux, plan de prévention applicable aux immeubles de l'APHP, sécurité incendie, etc. ...).

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, hygiène d'intervention, risque de maladies nosocomiales tant générales que particulières.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail ainsi qu'aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant dans les bâtiments (interdiction d'introduire toute boisson alcoolisée, ...).

Le titulaire garantit l'APHP contre tous les préjudices engendrés par la mise en place de son personnel. En cas de faute grave notamment ou pour toute autre raison que ce soit, l'APHP peut exiger le remplacement sur le champ de toute personne sur le site.

Le personnel du titulaire intervenant sur site doit parler, lire et écrire le français.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des tiers.

Le titulaire reste responsable de la discipline, du respect des consignes, de l'administration et de la bonne tenue de son personnel.

Il sera ainsi interdit au personnel du titulaire (cette liste n'est pas exhaustive) :

- de prendre ses repas en dehors des zone de vie ;
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail ;
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- de manquer de respect envers les usagers.

ARTICLE 17 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

17.1 Prescriptions et règlements à observer

Pour les DTU devenus normes même non approuvées CCTG, leur respect est obligatoires compte tenu de leur statut de norme.

Les prescriptions à réaliser permettront un fonctionnement rationnel aisé confortable et présenteront une totale sécurité d'emploi.

L'ensemble des travaux des présents lots sera réalisé suivant les règles de l'art, les Normes, DTU, règles ou recommandations professionnelles et autres règlements à la date de l'établissement des devis. Les travaux seront réalisés dans des locaux soit soumis au code du travail.

Si, durant l'exécution du présent marché, la réglementation et/ou la législation évoluent, les nouvelles dispositions s'appliqueront de droit automatiquement, si elles n'ont pas d'incidence financière.

L'entrepreneur est tenu d'informer le maître d'œuvre de toutes les modifications ou ajouts de textes réglementaires. Avant tout début de travaux, l'entrepreneur devra avoir confirmation du maître d'ouvrage, du classement des locaux faisant l'objet des travaux et devra en tenir compte dans la mise en œuvre et le choix des matériaux.

17.2 Prestations à la charge des entreprises

Dans le cadre de l'établissement des prix et l'exécution de leurs commandes, les entrepreneurs devront implicitement :

- toutes leurs installations de chantier
- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de **construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché**
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellement, raccord, etc, dans les conditions précisées aux documents contractuels
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux
- la remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements
- et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires la réalisation parfaite et complète des travaux.

17.3 Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

17.4 Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis technique.

Dans le cadre de travaux sera obligatoire la mise en œuvre de cloisonnements conformes au plan de prévention du risque infectieux en cas de travaux.

L'entrepreneur ne devra commencer aucun travail, sans avoir au préalable soumis au Maître d'œuvre l'échantillonnage des matériaux et matériels à mettre en œuvre.

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir de l'absence d'une prestation, et ce pendant ou après la période d'exécution. Il lui appartiendra donc de formuler ses observations pendant la période d'étude de ses propositions ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

Il devra dans ce laps de temps, indiquer au maître d'œuvre, toute erreur oubli ou défaut de concordance entre les plans, le devis descriptif et le devis quantitatif (s'il lui en a été fourni un).

Le fait d'avoir soumissionné suppose qu'il se soit engagé à exécuter les travaux dans les règles de l'Art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne soient pas parfaitement prévus et définis dans les documents d'appels d'offres.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il acceptera les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription en Procès-Verbal avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, sa réclamation serait jugée irrecevable.

L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries: gel, déshydratation etc. Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles : Protections diverses, bâchages, etc. ; Protection contre le vol, qui seront implicitement contenues dans sa proposition.

Les bâtiments concernés développent essentiellement :

- Des murs en pierre de taille, en briques, en béton, en carreaux de plâtre ou en cloisons légères ;
- Des revêtements de sol PVC, parquet ou faux planchers ;
- Des revêtements muraux toile de verre peinte et papiers peints ;
- Des plafonds suspendu par dalles en fibre, en habillage bois ou en plâtre,
- Des isolants phoniques plafonniers.

17.5 Elaboration d'un devis/visa d'intervention

Chaque bon de commande sera précédé d'une demande de devis adressée par le maître d'œuvre au titulaire.

Celui-ci s'engage à fournir un devis conforme aux exigences du MOE établi sur la base des prix du BPU dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrables, sous peine d'application des pénalités prévues. Les prix bordereau comprennent la main d'œuvre nécessaire pour la mise en œuvre des produits. Aucune DEMANDE DE SURCOUT dû à la main d'œuvre, ou aux études ne sera acceptée.

Les devis proposés par le titulaire indiqueront de manière séparée :

- Les intitulés des prix du bordereau, ainsi que leurs numéros d'article, avec leur montant HT.
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant toutes taxes comprises.
- Les plans d'exécutions avec les détails nécessaires.
- Les fiches produits pour validation du Moe

Dans le cas de mise en œuvre de produit hors BPU, il devra être fourni le prix fournisseur, la remise consentie par l'entrepreneur dans le cadre de l'AE, le prix unitaire HT retenu et le prix TTC.

Suite à la remise d'un devis visé par le MOE, un bon de commande sera édité. La notification du bon de commande indiquera les dates d'interventions et de réception. En cas de dépassement des délais impartis, il sera appliqué les pénalités correspondantes. Les bons de commande peuvent être établis jusqu'au dernier jour d'exécution du marché.

Dans le cadre de travaux et de devis complexe, afin d'assister le MOE dans ces choix, l'entrepreneur concerné devra fournir les échantillons demandés. Ces échantillons seront restitués au titulaire après la réception des travaux.

17.6 Réalisation de travaux

Une partie importante des travaux pouvant s'exécuter pendant les périodes normales de congés scolaires, l'entreprise titulaire s'engage à maintenir les équipes suffisantes sur les chantiers, quelle que soit la période d'exécution des travaux.

L'entreprise titulaire s'engage également à exécuter exceptionnellement à la demande expresse du maître d'œuvre, des travaux en dehors des heures et jours normalement travaillés.

Si en cours d'exécution des travaux, des modifications ou des compléments sont demandés par l'IRBA, un nouveau devis global sera établi par le titulaire et une nouvelle commande sera réalisée par l'IRBA. Les documents précédents seront annulés par les deux parties.

17.7 Environnement et écologie

Conformément aux lois n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, l'ensemble des prestations devra s'effectuer dans le respect du développement durable au quotidien dans le comportement des acteurs et l'évolution du bâtiment.

Concernant le présent marché, il sera nécessaire de prendre en compte les éléments suivant dans la prescription des solutions et produits, ainsi que dans les méthodologies d'intervention :

- L'amélioration énergétique des bâtiments objets du marché ;
- L'adaptation des transports des entreprises aux défis énergétiques et écologiques actuels ;
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à des mesures renforcées d'économie d'énergie et au développement des énergies renouvelables ;
- La maîtrise des risques, le traitement des déchets et la préservation de la santé.

Il est rappelé que l'entrepreneur s'engage à appliquer les clauses de recyclage des revêtements et chutes de produit conformément aux déclarations des fabricants.

17.8 Liaison entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- l'entrepreneur devra prendre contact avec le gros œuvre et revêtement muraux et tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;

- l'entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- l'entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état, dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- l'entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état. ;

A aucun moment durant le chantier aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

17.9 Contrôle techniques et vérifications

En cours et à la fin des travaux, il sera procédé aux vérifications de conformité suivantes :

- au C.C.P. puis au C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux ;
- aux normes et règlements en vigueur ;
- aux spécifications fournies dans ses documents techniques ;
- au devis établi pour le bon de commande.

Toutes les matières premières, tout le matériel et toutes les parties d'installations qui ne répondraient pas aux conditions fixées seraient rejetées d'une façon absolue et seraient remplacées par l'entrepreneur sans qu'il résulte ni augmentation de prix, ni prolongation du délai d'exécution, ni indemnité.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'un soin tout particulier sera apporté aux conditions de réalisation des ouvrages, notamment en ce qui concerne leur aspect final. Il appartient à l'entrepreneur de chacun des ouvrages, avant d'engager ses travaux, de reconnaître les supports qui lui sont livrés par l'entrepreneur précédent et de faire, éventuellement les réserves nécessaires dans les formes prévues aux D.T.U. A compter du moment où les travaux de finition sont engagés, aucune réclamation ne peut être admise. La responsabilité de la mise en conformité des ouvrages incombera au dernier entrepreneur.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Le titulaire enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent, et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mises à disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages occasionnés aux tiers sur le chantier.

ARTICLE 18 - PROTECTION DES OUVRAGES

Lors de toute exécution de travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre, le cas échéant ;
- les escaliers et mains courantes et plus particulièrement ceux en bois, ainsi que ceux avec revêtements textiles et moquette ;

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Les revêtements devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement et la sortie des gravois.

Devront également être efficacement protégés les mobiliers, les appareils et les équipements.

Lors des travaux de démolition ou autres dégageant de la poussière (ponçage dalle béton, préparation sol ou mur, grattage de revêtements muraux ou sols, ponçage,), l'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière, par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle, dalles collantes, tapis collant aux entrées des zones d'accès aux travaux etc.... voir par l'emploi d'extracteurs d'air, boucher les réseaux de ventilations. Les menuiseries extérieures seront obturées par des bâches scotchées.

1. Protection et sauvegarde des abords du chantier

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux. L'enlèvement des gravois devra être assuré par l'entreprise.

Toutes dispositions devront être prises par les entreprises à cet effet. Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

2. Travaux réalisés en immeuble occupé

D'une manière générale, les travaux seront réalisés dans un site en exploitation dont les locaux peuvent être plus ou moins encombrés.

La dépose d'objets scellés sera réalisée par le maître d'ouvrage. Cependant, le déplacement ponctuel de mobilier ou matériel nécessaire à l'avancement des travaux et réalisé par l'entreprise ne donnera droit à aucune majoration. Les prix unitaires devront tenir compte de l'occupation des locaux.

Par ailleurs, l'entrepreneur aura à prendre des dispositions particulières.

3. Garantir la sécurité des occupants

L'entrepreneur devra mettre en place tous les moyens de sécurité nécessaires et notamment la protection des échafaudages, balisage et signalisation des zones de travaux.

Il devra également veiller à ne pas stocker des gravois, des outils ou des matériaux de construction dans les zones de coactivité.

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier.

4. Conserver la continuité de fonctionnement

Les différents services d'un établissement contenant une zone de chantier devront pouvoir fonctionner normalement en dehors de la zone de chantier pendant la durée des travaux. Les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement en accord avec le responsable de l'établissement et le maître d'œuvre.

Les coupures de productions de fluide ou d'électricité devront être établis et validées par le maître d'œuvre, lors du visa de planning de travaux remis par le responsable du lot concerné.

Protection des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc. qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

5. Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sols devront assurer la protection de leurs revêtements de sols jusqu'à la réception.

Les appareils sanitaires devront également être protégés, notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épauprées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

ARTICLE 19 – NETTOYAGE

En complément aux prescriptions relatives à la protection des ouvrages, il est précisé :

- Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ; les règles d'hygiène et la prévention des risques nosocomiaux seront respectées.
- Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires selon les prescriptions de l'IRBA dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols et procéder au nettoyage fin.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et l'évacuation vers la décharge aux choix de l'entreprise.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

Seront également à la charge des entreprises, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté des abords du chantier.

Dans le cas du non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre pourra à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause.

ARTICLE 20 – TRAVAUX DE DEPOSE

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés. Les chutes d'ouvrages entiers seront évitées pour supprimer les chocs et les risques de vibrations dans le sol. Les entrepreneurs devront prendre toutes mesures nécessaires pour réduire au maximum les nuisances de voisinage.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc....

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et toutes autres conditions particulières rencontrées, il devra néanmoins avant intervention avoir l'accord du maître d'œuvre sur la méthodologie mise en œuvre.

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux. Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

1. *Sortie, tri et enlèvement des matériaux de démolition et gravois*

Tous les travaux prévus aux marchés comprennent implicitement le ramassage, la descente ou la montée et la sortie hors de la construction, de tous les déchets, gravois, matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier. Lieu de dépôt à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

Sauf avis contraire, il n'est pas prévu de bennes à déchets sur le chantier, les entreprises devront évacuer leurs déchets au fur et à mesure de l'avancement du chantier. En répondant au marché de l'entreprise s'engage à procéder au tri sélectif des matériaux de démolition ainsi qu'aux déchets de chantier (chutes cartons cartouches, etc. Si l'installation de bennes s'avère indispensable, elles devront obligatoirement être bâchées. Tous les gravois seront arrosés à l'aide d'une pulvérisation eau + eau de javel au fur et à mesure des déposes et démolitions.

L'évacuation se fera, selon les modalités définit soit par le chef des services techniques de l'IRBA ou son représentant, soit par le chargé de prévention :

- soit en sacs fermés, arrosés de la même façon, à l'exclusion de toutes manutentions à la brouette ou à la goulotte ;
- soit en containers de type poubelle de la ville de Paris ou goulotte étanche, arrosés de la même façon et déposés dans une benne bâchée.

ARTICLE 21 – REGLEMENTATION DE MISE EN ŒUVRE

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment l'article R.1334-36 du code de la santé publique.

L'entrepreneur devra respecter les normes et règlements en vigueur, notamment ceux de cette liste non exhaustive :

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation applicable en France telle qu'elle se trouvera être en vigueur à la date de remise des offres.

Les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) suivant(s) :

- DTU 26.2 (NF P 14-201) : Chapes et dalles à base de liants hydrauliques
- DTU 53.12 (NF P 62-207) : Préparation du support et revêtements de sol souples
- les Normes Françaises homologuées applicables aux travaux de ce corps d'état et en particulier :
- NF P 62-133 (EN 685) : Revêtements de sol résilients - Classification
- NF P 62-300 (EN 649) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol homogènes et hétérogènes à base de polychlorure de vinyle - Spécifications
- NF P 62-301 (EN 650) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle sur support de jute ou de polyester ou sur support de polyester avec envers en polychlorure de vinyle - Spécifications
- NF P 62-304 (EN 653) : Revêtements de sol résilients - Revêtements de sol à base de polychlorure de vinyle expansé - Spécifications
- NF P 62-305 (EN 654) : Revêtements de sol résilients - Dalles semi-flexibles à base de polychlorure de vinyle - Spécifications
- Le REEF édité par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB)
- Les Cahiers des Clauses Spéciales assortis aux DTU;
- L'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP)
- L'arrêté du 23 mai 1989 portant approbation des dispositions particulières du type U
- Le Code du Travail livre II, Titre III, Chapitre II : hygiène, sécurité et conditions de travail
- Arrêté du 01/08/2006 modifié (fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19 à R.111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouverts au public lors de leur construction ou de leur création)
- NF DTU 20.1 (octobre 2008) : Travaux de bâtiment - Ouvrages en maçonnerie de petits éléments - Parois et murs
- NF DTU 26.2 P1-2 (avril 2008) : Travaux de bâtiment - Chapes et dalles à base de liants hydrauliques
- NF DTU 43.6 P1-1 (mars 2007) : Travaux de bâtiment - Etanchéité des planchers intérieurs en maçonnerie par produits hydrocarbonés
- NF DTU 53.2 (avril 2007) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol PVC collés
- NF DTU 54.1 (janvier 2008) : Travaux de bâtiment - Revêtements de sol coulés à base de résine de synthèse
- GS 12 : Revêtements de sol - Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3509, novembre 2004)
- Revêtements de sol céramiques - Spécifications techniques pour le classement UPEC (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3659_V3, février 2010)

ARTICLE 22 – PRODUIT A METTRE EN ŒUVRE

Le bordereau de prix unitaire décrit l'ensemble de ouvrages pouvant être réalisés dans le cadre du marché d'entretien.

Le titulaire devra confirmer par écrit la prise en compte du bordereau de prix détaillé et informer le maitre d'œuvre de tout manque ou non-conformité du BPU.

Date,

Signature et cachet commercial de la société, précédé de la mention « lu et approuvé »